

# L'action publique de demain

Atelier de lancement et de débat

Mercredi 12 novembre 2014 de 13h45 à 18h45

France Stratégie

18 rue de Martignac - 75007 Paris

L'État doit prendre sa part à la modernisation de notre pays. Il doit pour cela trouver les moyens d'une action publique à la mesure des défis auxquels le pays est confronté. Il doit prendre en compte les mutations techniques comme les transformations liées à la décentralisation.

Comment cette transformation peut-elle s'inscrire dans une perspective longue, reflétant des besoins, des choix collectifs et le contrat social qui nous lie les uns aux autres ?

Il s'agit ici à la fois de proposer des éléments d'analyse sur « l'état de notre action publique », sur les causes de la situation actuelle et sur les perspectives plus longues, à un horizon de dix ans par exemple. Pour cela, il faut établir un cadre qui, tout en tenant compte de la soutenabilité de la dépense publique, permette de dégager une vision stratégique du rôle et des missions de l'action publique.

En effet, afin d'exercer son rôle pour la cohésion républicaine et de retrouver sa force d'impulsion pour la modernisation de notre pays, l'action publique doit se transformer profondément. Elle doit par exemple mettre en œuvre, quand il le faut pour assurer l'égalité effective, des stratégies de différenciation et de

personnalisation, selon les publics et les territoires, pour répondre à l'évolution des besoins des usagers. Elle doit prendre appui sur la révolution numérique pour repenser l'organisation des services et les relations avec la population.

Cette première demi-journée est l'occasion de fixer des objectifs et une méthode de travail, mobilisant expertise et concertation, permettant de construire des réformes débouchant sur de meilleurs services, susceptibles de répondre plus efficacement, et à moindre coût, aux attentes de nos concitoyens. Cette ambition nécessite notamment d'impliquer pleinement l'administration et les services publics dans le processus et d'associer les citoyens à des choix stratégiques qui engagent l'avenir du pays.

L'enjeu est donc de présenter l'architecture et les grands axes de ces « Assises de l'action publique », ainsi que la cohérence avec la « Revue des missions » lancée par ailleurs. Cette demi-journée précisera aussi le diagnostic sur les attentes vis-à-vis de l'action publique et sur les contraintes de soutenabilité à prendre en compte, aux deux niveaux de l'évolution des dépenses et de celle de la dette publique. L'ensemble de ces éléments constitue, de fait, le cadre pour penser l'action publique de demain.

## Préparer l'action publique de demain

### 13h45 **Présentation des différents processus de concertation des « Assises de l'action publique »**

**Thierry Mandon**, secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification

### 14h00 **Quelles évolutions des besoins, de la technologie et de l'organisation ?**

**Jean Pisani-Ferry**, commissaire général de France Stratégie

**Henri Verdier**, directeur d'Etalab

**Serge Bossini**, directeur, adjoint à la secrétaire générale du SGMAP

### 14h45 **Échanges avec les participants**

### 15h45 **Pause**

## Les missions de l'action publique : contraintes, besoins et opportunités pour demain

**France Stratégie**, présidence de la séance

### 16h00 **Quels besoins pour quels services publics ?**

*Les services publics ont pour vocation première de répondre aux besoins des usagers. Définir le périmètre des missions des services publics suppose donc d'identifier au préalable ces besoins, cette « demande démocratique ». Ce prérequis doit permettre d'adapter l'offre de services publics à l'évolution de la société. Dans certains cas, cela peut conduire à ce qu'une activité organisée à un moment en service public ne relève plus nécessairement de son champ ; dans d'autres cas, au contraire, cette démarche amènera à créer de nouveaux services. L'évolution des besoins mérite d'être mise en perspective : c'est un objet prospectif*

*stratégique. Leur définition comme celle des missions de services publics doit inclure la participation des usagers eux-mêmes.*

**Serge Bossini**, directeur, adjoint à la secrétaire générale du SGMAP

**Martial Foucault**, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)

**Peter Simeoni**, Assistant Deputy Minister, Service Canada

### Échanges avec les participants

### 17h30 **Performance de l'action publique et la soutenabilité des finances publiques**

*Quelle peut être l'économie politique de la réforme dans un contexte de contraintes budgétaires ? Le diagnostic sur la performance de l'action publique en termes coût-efficacité est-il pertinent ? Quelles leçons sont à tirer des scénarios sur les comptes publics ? Où sont les inerties, pourquoi avons-nous tant de mal à faire des économies ? Quels sont les grands facteurs à anticiper ? À quel rythme peut-on infléchir l'évolution des dépenses ? Peut-on le faire sans perdre sur l'emploi à court terme ? Comment investir dans des secteurs clés (Éducation, etc.) avec une croissance économique potentiellement inégalitaire ?*

**Renaud Lassus**, chef de service, DG Trésor

**Boris Cournède**, Senior Economist, OCDE

### Échanges avec les participants

### 18h30 **Conclusion**

**Anne-Marie Idrac**, ancienne ministre

**Martin Vial**, ancien administrateur-directeur général du groupe Europ Assistance

